



UDI:UNIÓN DEMÓCRATA INDEPENDIENTE

## Données clés

- Date de création : **1983**
- Positionnement idéologique actuel : **Droite conservatrice**
- Implantations territoriales: **Région métropolitaine, Valparaiso**
- Principaux dirigeants : **Patricio Melero (Président), Jose Antonio Kast (secrétaire général), Jaime Bellolio (secrétaire) Jovino Novoa (vice-président)**
- Mode de désignation des candidats : **Le Conseil général- organe suprême du parti-, dont les membres sont élus par les sénateurs, les députés et les membres des Conseils régionaux, désignent les futurs candidats aux présidentielles et aux élections parlementaires.**
- Nombre de militants : **80 000**
- Périodes au gouvernement : **Ministres de l'UDI durant la présidence de Sebastián Piñera (2009-2013)**
- Site web : [www.udi.cl](http://www.udi.cl)

## Résultats aux élections parlementaires

### Députés

Parti/coalition	1989	1993	1997	2001	2005	2009	2013
PDC	38	37	38	23	20	19	21
PPD	16	15	16	20	21	18	15
PR - PRS	5	2	4	6	7	5	6
PH	1						
PS		15	11	10	15	11	15
PCCh						3	6
IC							1
Indépendants	9	1		3	2	1	3
<b>Total Concertación</b>	<b>69</b>	<b>70</b>	<b>69</b>	<b>62</b>	<b>65</b>	<b>57</b>	<b>67</b>
RN	29	29	23	18	19	18	19
<b>UDI</b>	<b>11</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>31</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>29</b>
UCC		2					
SUR			1				
Indépendants	8	4	6	8	2	3	1
<b>Total*</b>	<b>48</b>	<b>50</b>	<b>47</b>	<b>57</b>	<b>54</b>	<b>58</b>	<b>49</b>
Autres partis	2		2		1	3	1
Indépendants	1		2	1		2	3
<b>TOTAL</b>	<b>120</b>						

\* En 1989 : Democracia y progreso ; en 1993 : Unión por el progreso de Chile

### Sénateurs

Parti/coalition	1989	1993	1997	2001	2005	2009	2013
PDC	13	13	16	14	6	9	6
PPD	4	2	2	3	3	4	6
PR	2	1	2	2	3	1	
PS		5	4	5	8	5	6
MAS							1
Indépendants	3						2
<b>Total Concertación</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>19</b>
RN	6	9	8	6	8	8	6
<b>UDI</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>11</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
UCC		1					
Indépendants	10	5	6	1		1	1
<b>Total*</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>15</b>
Autres partis						1	
Indépendants	7	6	7	7	1	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>47</b>	<b>45</b>	<b>49</b>	<b>49</b>	<b>38</b>	<b>34</b>	<b>36</b>

\* En 1989 : Democracia y progreso ; en 1993 : Unión por el progreso de Chile

## Histoire du parti

### *Les origines*

L'UDI est formellement créée en 1983 mais l'idéologie dont elle est porteuse remonte aux années 60. Dans une période où les idées de gauche comme d'extrême gauche font des émules au Chili, quelques étudiants de l'Université catholique (parmi lesquels Jaime Guzmán Errázuriz, Jovino Novoa, Hernán Felipe Errázuriz et Pola Valdez) se rassemblent autour de l'idéologie gremialista. Celle-ci a pour but de trouver une alternative à la droite traditionnelle qui ne propose pas aux yeux de ces étudiants de réel changement mais surtout de créer une force politique capable de s'opposer au socialisme alors en vogue. Cette pensée politique minoritaire, non connue du grand public, se développe alors dans les enceintes de l'Université catholique.

Jaime Guzmán, avocat de profession, est sans conteste à l'origine de cette pensée politique qui se veut nouvelle. Selon la « déclaration de principes » que les « gremialistas » élaborent en 1968, leur doctrine préconise la dépolitisation des secteurs intermédiaires et encourage la formation de corporations dans le but de réduire au plus les interventions de l'Etat. Il rejoint en ce sens la Doctrine sociale de l'Eglise. Il s'agit pour Guzmán de réduire le plus possible la place des idéologies au sein de la société. L'individu est considéré supérieur à toute organisation ou groupe et c'est sa liberté en tant que personne qu'il est nécessaire de garantir.

Très inspiré par le franquisme qu'il admire, Jaime Guzmán est favorable à l'établissement d'une figure autoritaire qui « guiderait » le pays. Ainsi, à ses yeux, la démocratie n'est pas une fin en soi mais seulement un moyen (comme les autres) de parvenir à réaliser le Bien Commun. Son idée de démocratie s'explique entre autres par le peu de confiance qu'il accorde au peuple et c'est en ce sens qu'il prône par la suite une « démocratie protégée ». Guzmán défend une société où règneraient les valeurs catholiques, ciment de la société et où l'on accorderait une place centrale à la famille. Ainsi le gremialismo est, en résumé, un mouvement résolument antimarxiste créé par de jeunes étudiants pourfendeur des valeurs de la droite catholique conservatrice et alimenté par les idées de figures autoritaires telles que Franco ou Primo de Rivera.

### *Les gremialistas et Pinochet*

Les gremialistas ont joué un rôle prépondérant dans la vie politique pendant la dictature. La plupart des membres du gouvernement de Pinochet sont des partisans de la droite traditionnelle ainsi que des gremialistas. Jaime Guzmán par exemple, devient le conseiller personnel du général Gustavo Leigh, participe à l'organisation de la propagande et de la jeunesse, et surtout, contribue amplement à la rédaction de la constitution de 1980, dans

laquelle il laisse la trace de ses idéaux politiques. Ainsi, la Constitution de 1980 met en place au Chili une « démocratie protégée ». Il s'agit de faire de la démocratie le principal rempart qui protégerait le Chili des idéaux communistes et socialistes : l'article 8 de la Constitution va alors interdire toute personne ou parti *“destinado a propagar doctrinas que atenten contra la familia, propugnen la violencia o una concepción de la sociedad, del Estado o del orden jurídico, de carácter totalitario o fundado en la lucha de clases”*. Les influences de la Doctrine sociale de l'Eglise que défend Guzmán sont également très présentes puisque la Constitution de 1980 défend le principe de subsidiarité ou encore la place centrale accordée à la famille.

L'arrivée des Chicago Boys au gouvernement marque un tournant dans la pensée politique de la future UDI, puisque Guzmán défend désormais le néolibéralisme économique, point également central dans la Constitution de 1980.

## **La transition démocratique et la création du parti UDI**

L'UDI est formellement créée le 24 septembre 1983 et les membres du Comité Directeur sont Jaime Guzmán, Sergio Fernández, Javier Leturia, Guillermo Elton, Luis Cordero et Pablo Longueira, tous s'étant connus à l'Université catholique à l'époque du gremialisme.

C'est à partir de ce moment qu'ils développent une stratégie de rapprochement avec les secteurs populaires du pays, en établissant des structures au niveau local. Est créé le « Departamento Poblacional » qui permet notamment une forte implantation à La Granja, une commune située dans la région Métropolitaine de Santiago.

En 1987, le président du Movimiento Unión Nacional (MUN) Andrés Allamand appelle l'UDI et le Frente Nacional del Trabajo (FNT) à fonder un unique parti politique, Renovación Nacional (RN), appel auquel ils répondent favorablement. Cependant, à un an du plébiscite qui doit accorder ou non la présidence de la République pour 8 ans supplémentaires à Augusto Pinochet, le parti connaît de vives tensions. La position à adopter vis-à-vis du régime militaire et de Pinochet ne fait pas l'unanimité. L'élection de Sergio Onofre Jarpa à la tête du parti, soutenue par le FNT et le MUN mais pas par l'UDI aggrave les tensions. Accusés d'indiscipline et de promouvoir l'éclatement du parti, Jaime Guzmán et Pablo Longueira sont convoqués devant le Tribunal Suprême de RN, qui expulse Jaime Guzmán du parti. Cette décision provoque la scission de RN et de l'UDI. Les anciens militants UDI quittent le parti et reconstituent formellement l'UDI avec Jaime Guzmán le 16 mai 1989.

Avant le plébiscite du 5 octobre 1988, les membres de l'UDI participent activement à la campagne pour le OUI. Aux élections sénatoriales et parlementaires de 1989, l'UDI obtient 11 députés et 2 sénateurs, dont l'un d'eux est Jaime Guzmán représentant Santiago Poniente, la septième circonscription sénatoriale. Il parvient à se faire élire face à des opposants politiques de taille: Andrés Zaldívar, président de la DC et Ricardo Lagos du PPD.

## *Un nouveau parti de masse*

Le 1<sup>er</sup> avril 1991, Jaime Guzmán est assassiné dans le Campus Orient de l'Université catholique. Sa figure tutélaire se consolide et il devient une référence indiscutable. Les principaux dirigeants de l'UDI sont des anciens proches de Jaime Guzmán, un cercle fermé qui prend les décisions sans être contestés par les autres militants. C'est donc un parti hiérarchisé doté d'une forte discipline et où est laissé peu de place à la démocratie interne.

Le Congrès doctrinaire « Jaime Guzmán Errázuriz » qui a lieu en 1991 donne le ton de la nouvelle orientation à suivre. L'UDI se définit selon 3 critères : un parti populaire, d'inspiration chrétienne et qui soutient l'économie de marché. Est alors créé le programme « UDI en terreno » qui a pour but de se rapprocher des secteurs populaires afin de connaître leurs problèmes et de dégager des objectifs clés à atteindre.

En 1999, Joaquín Lavín est le candidat aux présidentielles de l'UDI et de Renovación Nacional, les deux partis s'étant alliés au sein de la coalition Alianza por Chile. Le programme politique défendu par Joaquín Lavín est élaboré à partir des enquêtes réalisées par le programme « UDI en terreno ». Il parvient à se qualifier au second tour face à Ricardo Lagos, candidat de la Concertación por la Democracia. Ricardo Lagos gagne les élections mais avec une différence de seulement 180 000 votes.

Les élections municipales de l'année 2000 octroient à l'UDI 100 municipalités, dont certaines se trouvent dans les bastions historiques de la gauche chilienne : Concepción, Huechuraba, Renca, San Miguel, Santiago, San Bernardo et La Cisterna. Le parti continue à grandir au point qu'en 2001 il devient le parti qui recueille le plus de voix au Chili. Il obtient 25.18% des suffrages aux élections législatives contre 18.92% pour DC.

C'est à partir de 2001 que l'UDI devient le parti dominant au sein d'Alianza por Chile, recueillant désormais plus de voix aux élections que son adversaire de droite. De vives tensions apparaissent entre les deux partis. Ainsi, aux élections présidentielles de 2005, chaque parti présente son candidat : Joaquín Lavín pour l'UDI et Sebastián Piñera pour RN. Sebastián Piñera arrive au deuxième tour et est battu par Michelle Bachelet candidate de la Concertación por la Democracia.

En 2009, Sebastián Piñera, candidat de la Coalición por el cambio (RN, UDI), est élu président de la République au second tour avec 51.61% des suffrages exprimés. Les membres du gouvernement sont alors composés par des membres de RN et de l'UDI. L'UDI demeure le premier parti, comme le démontrent les résultats des élections législatives de 2009 ou encore ceux des élections municipales de 2012.

Pour les élections présidentielles de 2013, le Conseil général du parti désigne Laurence Gollborne comme candidat. A la suite de scandale de « Cencosud » où il est accusé de pratiques illégales pour avoir appliqué des « coûts abusifs » à 600 000 clients lorsqu'il était le gérant du supermarché Jumbo, Laurence Golborne abandonne la course présidentielle. Un conseil extraordinaire du parti le remplace par Pablo Longueira. Lors des élections primaires au sein de la Coalición por el cambio, Pablo Longueira est désigné comme nouveau concurrent au détriment du candidat de RN, Andrés Allamand. Mais le 17 juillet 2013, Pablo Longueira renonce à sa candidature pour cause de dépression. La Commission politique et le Conseil Général du parti désignent alors comme candidate à la présidentielle Evelyn Matthei, ancienne ministre du Travail. Celle-ci est vaincue au deuxième tour par Michelle Bachelet, candidate de la Concertación.

## L'UDI et les droits de l'Homme

Ayant collaboré étroitement avec Pinochet pendant la dictature, il est reproché à l'UDI sa trop ample acceptation ou condescendance en ce qui concerne les tortures et les crimes commis pendant la dictature, notamment par la DINA (Dirección de Inteligencia Nacional).

De fait, force est de constater que depuis le retour à la démocratie, le parti a su perpétrer une attitude des plus ambiguës vis-à-vis de ces questions fondamentales premièrement pour ne pas « se renier » et deuxièmement pour ne pas froisser son électorat.

Tout d'abord, dans la rubrique « doctrine et principes » de son site internet officiel, l'UDI soutient que les forces armées ont fait preuve de patriotisme tout au long de l'histoire du Chili et ce, même (et surtout) pendant le coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui met fin au gouvernement socialiste de Salvador Allende, coup d'Etat appelé "acción libertadora" et qui " salvó al país de la inminente amenaza de un totalitarismo irreversible y de la dominación extranjera, culminando así una valiente resistencia civil y recogiendo un clamor popular abrumadoramente mayoritario." Est ensuite rappelé que « Unión Demócrata Independiente rechazará siempre cualquier predicamento que pudiere lesionar la respetabilidad cívica de los Institutos Armados o afectar su cohesión profesional y jerarquizada. »

Parallèlement, l'UDI participe à la Table de dialogue sur les droits de l'Homme en 2001. Elle fait encore un pas symbolique dans la reconnaissance de la violation des droits de l'Homme en faisant connaître sa position à ce sujet dans le document « La Paz Ahora, propuesta de la UDI sobre derechos humanos » en 2003. Pour cette étude, l'UDI a consulté des familles de victimes disparues. Ils proposent des mesures concrètes pour améliorer la vie de ces familles comme changer la loi sur le système des indemnisations ou encore faciliter les enquêtes et les démarches juridiques qui ont un rapport avec les atteintes aux DDHC. Toutefois, la lecture de l'histoire soutenue peut surprendre. Bien que l'UDI reconnaisse qu'il y a eu des atteintes aux droits de l'Homme sous Pinochet, elle affirme que cette violence fut

principalement occasionnée par les partisans de l'UP. La deuxième cause mentionnée est la « conduite de certains groupes », groupes auxquels se sont « opposés catégoriquement Jaime Guzman et diverses personnes, parmi lesquelles certaines sont aujourd'hui membres de l'UDI ». De surcroît, au lieu de parler des victimes de la dictature, l'UDI lamente la disparition de Jaime Guzman, et les victimes parmi les forces armées sont mises au même plan que les victimes de la dictature militaire.

La posture adoptée vis-à-vis de Pinochet est encore ambiguë. Ainsi en 2013, pour les 7 ans de la mort de Pinochet, l'UDI n'a organisé aucune commémoration alors que ses membres se réclament pinochetistes et défenseurs du « legado historico » du général. Elle rejoint ainsi l'omerta générale qui règne autour de la figure de l'ancien dictateur au sein de la classe politique chilienne.

## **Le partido « popular »**

L'UDI ayant été à ses débuts un parti minoritaire et dont les électeurs provenaient majoritairement de la classe sociale privilégiée de la société chilienne, notamment le secteur entrepreneurial, nous pouvons nous demander comment le parti est parvenu à élargir son électorat.

Le nom de « UDI popular » fut instauré en 2004. Le terme fait écho à la campagne présidentielle de Joaquín Lavín de 1999, membre de l'Opus Dei et en même temps l'homme qui incarne depuis « le nouveau style de l'UDI ». "No somos ni derecha, ni izquierda, ni centro. Somos la candidatura de todos los chilenos" répète Joaquín Lavín pendant sa campagne. Il rend visite pour la première fois à la famille de son cousin victime des disparitions au temps la dictature et il passe une nuit chez des voisins de quartier devant les caméras de télévision. Par ce nouveau ton, l'UDI veut se montrer plus près du peuple et veut se détacher de son image de parti de droite conservatrice. Pour ses détracteurs, ce changement de discours est largement démagogue et populiste.

L'implantation dans les secteurs populaires a également joué un rôle majeur. Evelyn Arriaga met en exergue le recours à des pratiques clientélistes : l'attribution de cadeaux ou même la construction de complexes sportifs qui fidélisent les secteurs populaires à l'UDI. Cette aide aux secteurs populaires se fait de plus en plus dans une logique paternaliste où le parti se présente comme le sauveur des plus démunis en apportant des solutions concrètes et rapides aux problèmes de tous les jours. Ainsi, par le biais de réseaux créés au niveau local, tels que les Juntas de Vecinos par exemple, l'UDI diffuse ses idées politiques tout en établissant des liens émotionnels. En court-circuitant la « bureaucratie formelle », il fait proliférer l'idée selon

laquelle seul l'UDI est un parti qui agit et qu'il est le seul à se préoccuper vraiment du bien-être de la population. Il développe ainsi un discours « anti système » en s'opposant au reste de la classe dominante dont feraient partie les autres partis politiques et qui lui confère en retour davantage de légitimité.

Par ailleurs, au contact des secteurs populaires, les discours et opinions politiques tranchées du parti, comme la défense du néolibéralisme, sont dissimulés pour s'attaquer à des problèmes concrets qui seront plus à même de satisfaire cette tranche de la population. En effet, là où les autres partis feraient de la politique l'UDI engagerait uniquement des missions de service public.

## Bibliographie

- 2007 Andrés Dockendorff / Tomás Fuentes ¿UNA OPOSICIÓN DECORATIVA?: CONTINUIDAD Y CAMBIO DE LA DERECHA EN DEMOCRACIA *Revista Enfoques*, primer semestre, número 006 Universidad Central de Chile Santiago, Chile pp. 53-77
- Arriagada, Evelyn: "UDI: ¿Partido Popular o Partido Populista? Consideraciones sobre el Éxito Electoral del Partido Unión Demócrata Independiente (UDI) en los Sectores Populares"; *Archivo Chile*, Colección Ideas, Año 6, N° 51, 2005
- Montesinos, Claudia; Pavlovic, María José; Piergentili, Gabriella: "A Diez Años de su Muerte: El Legado de Jaime Guzmán en la UDI de Hoy"; Tesis para optar al Grado de Licenciado en Comunicación Social, Escuela de Periodismo, Universidad Diego Portales, 2001, [http://www.archivochile.com/tesis/04\\_tp/04tp0028.pdf](http://www.archivochile.com/tesis/04_tp/04tp0028.pdf)
- <http://www.infobae.com/2013/04/25/1070387-escandalo-chile-pasado-abusivo-golborne>
- <http://www.eldinamo.cl/2013/09/17/entre-melipilla-y-santiago-los-60-dias-de-depresion-de-pablo-longueira/>
- <http://www.facso.uchile.cl/publicaciones/sociologia/articulos/21/2103-VergaraEstevez.pdf> (Constitution de 1980) La "democracia protegida" en Chile JORGE VERGARA ESTÉVEZ
- [http://web.usach.cl/idea/archivos/investigadores/articulos/articulo\\_rn\\_barozet\\_aubry.pdf](http://web.usach.cl/idea/archivos/investigadores/articulos/articulo_rn_barozet_aubry.pdf) (RN)

- [http://historiapolitica.bcn.cl/partidos\\_politicos/wiki/Concertaci%C3%B3n\\_de\\_Partidos\\_por\\_la\\_Democracia](http://historiapolitica.bcn.cl/partidos_politicos/wiki/Concertaci%C3%B3n_de_Partidos_por_la_Democracia)
- [http://historico.servei.cl/SitioHistorico/index1989\\_dipu.htm](http://historico.servei.cl/SitioHistorico/index1989_dipu.htm)
- <http://www.emol.com/especiales/2013/actualidad/nacional/carrera-presidencial/hemiciclo-senadores.asp>
- <http://www.cambio21.cl/cambio21/site/artic/20131210/pags/20131210183059.html>  
(UDI se tait)
- <http://www.24horas.cl/especial11deseptiembre/la-paz-ahora-la-postura-oficial-de-la-udi-sobre-ddhh-821669>
- <https://files.nyu.edu/pdn200/public/LaTercera/LT20021228.htm>



